

La Révolte

N°55

Novembre 2019

«Le seul moyen d'affronter un monde sans liberté est de devenir si absolument libre qu'on fasse de sa propre existence un acte de révolte.» Albert Camus

Qu'il était révoltant, le spectacle lamentable de nos dirigeants après l'attentat de la Mosquée de Bayonne, ce 28 octobre dernier. Quoi ? Stupeur, effroi, indignation ? Larmes de crocodiles ! Jusqu'au Rassemblement National qui condamnait l'acte de son ancien candidat de 2015, un ancien militaire qui ne s'est pas découvert raciste sur le tard, pourtant.

Alors que la farce électorale battait son plein, Blanquer et Oudoul s'en sont donnés à cœur joie pour remettre l'islamophobie au centre du débat public. Le candidat du très catholique Rassemblement National et le ministre de l'Éducation Nationale - qui vient de faire cadeau de 150 millions d'euros de fonds publics aux écoles privées grâce à sa loi « Pour une école de la confiance » - ont instrumentalisé sans vergogne la laïcité pour stigmatiser les musulmans. Car ils ne sont pas plus partisans de la laïcité l'un que l'autre. Mais il faut bien polariser les électeurs - tristes moutons - sur un sujet qui aboutisse à l'alternative politique qui leur convient : le choix Macron/Le Pen.

Mais les mots ont un poids et peuvent tuer. Et la classe politique nous entraîne sur la voie de la guerre civile. A un peuple dont les principales préoccupations restent la santé, les retraites, le pouvoir d'achat et l'environnement, le gouvernement répond par une politique ultra libérale inspirée de la stratégie des chocs. La nouvelle loi sur le chômage paupérise un peu plus les précaires, les hôpitaux publics sont sinistrés et le pouvoir d'achat des revenus bas et moyens a décliné. Quant à l'environnement, Bayer-Monsanto peut sabrer le champagne...

Il faut maintenant s'attaquer aux retraites. Et pour cela, quoi de mieux qu'une politique à la Thatcher ? Ce qui a permis à la dame de fer de réaliser sa politique antisociale, c'est sa victoire hautement symbolique sur le fer de lance de la classe ouvrière anglaise : les mineurs. Macron veut faire de même avec les cheminots, d'où le bashing qu'ils subissent dans les médias depuis le droit de retrait qu'ils ont exercé suite aux trois accidents ferroviaires des quinze derniers jours d'octobre et dont le dernier a viré au drame.

Alors c'est l'impasse : ou un mouvement social d'une ampleur et d'une détermination inégalées, capable de faire face à la répression brutale qui l'attend, de toute évidence, ou une France dans le désarroi capable de tomber dans les bras de l'extrême droite comme bon nombre de peuples qui ont subi les effets des politiques libérales comme la Hongrie, le Brésil, l'Inde, l'Italie ou les États-Unis. Dans les deux cas la violence. Avec l'économie de la dictature pour le premier, car dans les pays cités, les mouvements sociaux reprennent de l'ampleur pour une raison aussi simple qu'évidente : la misère y perdure et les nouvelles élites populistes s'avèrent être des servantes du capitalisme aussi zélées que les autres.

Le monde entier est en prison... libérons-nous !

De jour en jour, partout sur la planète, des voix s'élèvent et des barricades se dressent. Alors même que nos poches d'utopies sont attaquées et que la Terre agonise, des gens descendent dans la rue, dont certains pour la première fois, dans de nombreux pays simultanément... Mais que se passe-t-il ? Des alertes nous parviennent tous azimuts, des alarmes se déclenchent chaque jour d'un continent à l'autre, des images circulent à toute vitesse dans la confusion, provoquant une sensation de chaos sans précédent, mêlant crainte et espoir, horreur et excitation.

L'été 2019 avait commencé dans la désolation de voir le nouveau gouvernement grec s'apprêter à « nettoyer Exarcheia en un mois », le quartier rebelle et solidaire d'Athènes, tout en enfermant encore plus de réfugiés dans les camps sordides bâtis par l'Union européenne. Dans la foulée, à quelques centaines de kilomètres plus à l'Est, le président états-unien déroulait le tapis rouge au dictateur turc pour aller régler son compte à l'enclave féministe, écologiste et antiautoritaire du Rojava, véritable îlot d'utopies au Proche-Orient. En France, une ZAD de plus était dévastée sous l'assaut d'une armada policière, cette fois en Aveyron. D'un bout à l'autre de la planète, des forêts gigantesques brûlaient tour à tour, de la Sibérie à l'Alaska en passant par la cruciale Amazonie, poumon indispensable à notre survie. Autres symboles parmi ces millions d'arbres décimés, 200 000 oliviers chargés d'Histoire commençaient à être arrachés par des bulldozers dans la haute plaine minoenne de Kastelli, en Crète, pour céder la place à un nouvel aéroport complètement inutile. Que des mauvaises nouvelles ! Le compte à rebours était déclenché, tant pour nos poches d'utopies que pour la Terre elle-même. Un rouleau compresseur semblait sur le point de nous écraser. Toute résistance semblait alors illusoire, ne pouvant apporter qu'un bref sursis et, au mieux, un bel exemple de dignité et de persévérance. Partout, les réunions se multipliaient, les messages de soutien circulaient et les protestations tentaient de se faire entendre, en vain. Puis, fait remarquable, l'indignation s'est transformée en révolte et s'est répandue comme une trainée de poudre. Avec d'énormes différences tant au niveau des causes que des moyens, des millions de poings ont commencé à se lever d'un bout à l'autre du monde. Qu'importe l'élément déclencheur supposé çà et là : hausse du prix du ticket de métro au Chili ou des taxes sur les cigarettes et les télécommunications au Liban, acharnement judiciaire de l'État espagnol en Catalogne ou de l'État chinois à Hong-Kong, précarité en Indonésie et en Colombie, corruption au Pérou, en Bolivie, en Irak, en Algérie, en Uruguay, en Égypte, en Guinée et à Haïti, ces dernières semaines, le soulèvement contre le pouvoir n'a cessé de s'étendre au point que des émeutes sont désormais signalées sur tous les continents. De Guinée au Chili et d'Algérie en Équateur, la révolte éclate diversement, avec ce sentiment partagé de ne pas être seul à se lever. Ainsi, Santiago soutient Quito qui soutient Hong-Kong qui soutient Exarcheia qui soutient le Rojava, et ainsi de suite... Ce que nous observons également partout, comme dans l'hexagone ces derniers mois, c'est que le pouvoir ne cesse de se durcir et se révèle déterminé à commettre toutes les atrocités pour conserver son piédestal. Il réprime de plus en plus violemment, éborgnant, tuant, torturant, violant, emprisonnant sans preuve des centaines de personnes, avec quelques différences selon les pays et l'intensité des affrontements.

[...] Certes, beaucoup de manifestants, démeutiers, d'insurgés ne sont peut-être pas si ambitieux au premier abord. Sans doute. Mais, comme pour les Gilets Jaunes en France et beaucoup d'autres mouvements populaires à travers le monde, il arrive souvent que la revendication initiale soit rapidement dépassée (prix de l'essence, du métro, du pain autrefois, du téléphone, ou encore mixité d'une résidence universitaire, etc.) et que les nouveaux venus dans la rue se politisent et explorent les causes profondes de leurs problèmes. Occuper la rue et d'autres lieux permet de se rencontrer, d'échanger, d'ouvrir le vrai débat, c'est-à-dire la discussion horizontale, d'égal à égal, aux antipodes du spectacle du débat proposé par les médias du pouvoir avec des penseurs de salons qui feignent parfois la dispute alors qu'ils sont d'accord sur l'essentiel. De plus, la violence du pouvoir et de ses valets contre les manifestants conduit parfois les nouveaux venus, choqués voire blessés, à mieux comprendre la nature réelle du pouvoir et la complicité servile de ceux qui sont payés pour le protéger.

CNT-AIT 3, rue de Boyrie - Pau www.cnt-ait-pau.fr

C'est en se heurtant à l'État dans la rue qu'on comprend mieux sa vocation principale : maintenir et perpétuer l'ordre social au service de la classe dominante, sous les apparences trompeuses d'une société par tous et pour tous. D'un bout à l'autre du monde, des rives de la Seine à celles de l'Euphrate et de la Cordillère des Andes aux collines de l'Attique, des nouveaux venus parmi nous comprennent, tôt ou tard, que l'enjeu n'est donc pas d'obtenir des miettes ou un peu de considération, mais de mettre fin définitivement à l'exploitation et à la domination. Le temps s'accélère. Le compte à rebours indique la menace de la misère, l'épuisement des ressources, l'extinction des espèces, l'expansion de la guerre, l'anéantissement de nos poches d'utopies, le fascisme rampant, le totalitarisme omniscient et la destruction de la Terre. Nous n'avons qu'une seule issue possible : nous libérer. Autour de nous, le monde entier est une prison. Non pas le monde en tant que planète sur laquelle nous habitons, mais en tant que modèle de société qui s'est répandu partout à la surface du globe. Une société basée sur l'organisation hiérarchique, la compétition et l'accumulation au dépend d'autrui. Une société complètement dépassée, ou plutôt une société à dépasser. Nous avons tout à gagner à choisir la concertation plutôt que la domination, le consensus plutôt que les décisions arbitraires des chefs d'autrefois, l'horizontalité plutôt que la verticalité. Et le premier de ces gains sera l'intelligence collective. De même, nous avons tout à gagner de choisir la coopération plutôt que la compétition, l'entraide plutôt que l'exploitation, l'amour de la vie plutôt que la pulsion morbide de se croire supérieur à autrui. Nous y gagnerons en premier lieu la concorde, c'est-à-dire un bonheur paisible et partagé. Nous avons tout à gagner à scier ensemble, aussi nombreux que possible, motivés et sans relâche, les barreaux de la prison du vieux monde qui se meurt : étouffé, dévasté et mutilé par cette société. Nous avons tout à gagner à nous libérer et à changer d'ère.

Y. Youlountas

L'article complet est notamment consultable sur : <https://www.lautrequotidien.fr/new-blog/2019/10/25/le-monde-entier-est-une-prison-librons-nous-par-yanis-youlountas>

Le bourreau est parti... mais la rage est toujours là !

Dans la vallée de ceux et celles qui sont tombées pendant la guerre d'Espagne, la dépouille de Franco, elle, s'est envolée. En hélicoptère, fraîchement exhumée du monumental mausolée de la Valle de los caídos. Quarante-quatre ans après la mort de son dictateur, l'Espagne n'en a pourtant pas fini avec l'héritage de la dictature qui reste encore bien visible dans le paysage. Un héritage d'une œuvre embarrassante mettant en vedette l'État, les fascistes et l'Église. Loin d'être la fin du processus, cette exhumation n'est que le début d'un mécanisme qui peut permettre à l'Espagne de solder l'héritage de la Guerre civile et de la dictature. Victimes, enfants de victimes et petits-enfants de victimes ont encore une longue liste de demandes. La page n'est pas tournée. Il y a plus de 33.000 personnes des é camps à la valle de los Caidos ! Il y a plus de 100.000 disparus dans des fosses. En fait il n'y a même pas de chiffres officiels. Il y a aussi la question des enfants volés : on a continué à voler des enfants jusqu'aux années 1980... Il n'y a aucune reconnaissance de tout ça. L'exhumation c'est vraiment un premier pas. Il y a par exemple des tas de papis et de mamies de 90 ans qui attendent pour mourir d'avoir pu récupérer les restes de leurs parents. C'est quelque chose de très urgent à faire. D'un point de vue humain, cette question des fosses est extrêmement importante. Rappelons tout de même que par ce geste, l'État ne fait que se conformer à une loi en vigueur, celle de la Mémoire Historique (promulguée en décembre 2007). Avant de la voir appliquée, nous avons assisté à une série de va-et-vient juridiques, politiques, de communications de toutes sortes qui nous ont fait bondir... comme quoi la loi ne s'applique pas à tou.te.s de la même manière ! Nous ne pouvons nier que l'exhumation est importante, mais le chemin parcouru pour y arriver démontre l'énorme mensonge de la prétendue démocratie de 1977, de cette prétendue transition modèle. Les descendants et les structures franquistes gouvernent toujours l'Espagne, et via cet unique exemple ça a été flagrant. Voir un gouvernement démocratique raillé par les prêtres et les fascistes, et voir ce même gouvernement euphorique pour avoir réalisé l'« extraction » du dictateur 44 ans après sa mort montre très bien où l'Espagne en est. En voyant Pedro Sanchez (1er ministre) à l'ONU dire: « Nous avons fermé le cercle démocratique. » « Nous avons fermé le cercle de la Transition », c'est oublier bien vite les victimes des Murs et du reste des fosses et des fossés, oublier la répression de celles et ceux qui ont été laissés en vie... Pour la CNT, pour les victimes et pour tous ceux qui ont un minimum de justice, ce n'est que le premier pas sur une route bien longue et aucunement la fin d'un cycle. Nous sommes loin d'être niais et savons bien qu'il ne s'agit que d'un acte politique pour cet État de « Gôche », d'un acte de propagande pour les prochaines élections qui tombent... ben tiens, le 10 Novembre 2019. Même si les victimes du dictateur ne « dorment » plus avec leur bourreau, elles sont toujours là parce que le franquisme le voulait. La Vallée des Déchus représente l'ignominie pour les personnes qui sont mortes en combattant le fascisme ou ont été tuées pendant la guerre et la dictature. Une guerre qui a eu des conséquences terribles pour la population civile. Plus de 500 000 morts parmi les victimes civiles et combattantes, 450 000 personnes forcées à l'exil, et des milliers d'entre elles ont été déportées vers des camps de concentration et d'extermination sous l'Allemagne nazie, des centaines de milliers de représailles pendant la Le franquisme (l'Espagne est actuellement le deuxième pays au monde avec le plus grand nombre de disparitions forcées), les femmes violées, laissées sans possibilité de subsistance... Toutes ces victimes, femmes, hommes, filles et garçons, ont des noms et méritent que l'on se souvienne d'eux. Leurs familles méritent d'être entendues et d'avoir un endroit décent pour pleurer leurs proches. Leurs bourreaux doivent être jugés et condamnés pour retrouver la place qu'ils méritent dans l'Histoire.

Pour cette raison, la Confederación Nacional del Trabajo exige :

- Le retrait du corps de José Antonio Primo de Rivera (fondateur de la Phalange).
- L'expulsion, après vérification des comptes et des avoirs, des moines bénédictins gérant le monastère de la Valle de los caídos.
- La transformation de la Vallée en lieu de mémoire aux victimes du franquisme, où tout le symbolisme franquiste disparaît, et surtout, la croix.
- Récupérer le vrai terme par lequel cet environnement naturel est connu, « Hangwalls ».
- Une condamnation publique et avec des conséquences de la part de l'État espagnol et de toutes les institutions et organisations qui en font partie du coup d'État de 1936 et du régime franquiste.
- La livraison à l'État, et au peuple en général, de la documentation sur les personnes enterrées dans la vallée, actuellement détenue par l'abbé du monastère, qui le traite comme une appartenance personnelle et idéologique.
- Que les restes des victimes qui, même après avoir été tuées, ont été traités comme ouvertement vaincus et enterrés avec leur bourreau soient exhumés.
- Que l'exhumation soit effectuée en effectuant des tests ADN pour la judiciarisation ultérieure des meurtres.
- L'abrogation de la loi d'amnistie de 1977.
- Que tout ce processus soit accompagné par des nations unies qui sont des experts dans le génocide et les disparitions forcées.

La bataille de la mémoire contre l'oubli est fondamentale parmi tous ceux qui se battent pour les droits et les libertés. C'est à nous de décider si le franquisme gagnera ou perdra cette bataille. Réhabiliter notre passé, c'est aussi honorer votre lutte et la nôtre. Soyons de dignes héritiers de leurs idées et de leurs revendications, crions le haut et fort : « le fascisme ne passera pas ! »

Patou